

# Règlement de Consultation des Entreprises

**Opération : HORIZON LEMAN**

**APPEL D'OFFRES DU 06 / 05 / 2021**

**MAÎTRE DE L'OUVRAGE**

**SCI HORIZON LEMAN EVIAN**

**PLURIMMO**

Représentée par : Hervé Darras, directeur Général

1. Objet du contrat :

Construction de **12 logements collectifs en accession VEFA avec garages**  
**23 Rte du Monastère 74500 Evian les bains**

2. Maîtrise d'œuvre : la mission confiée à l'équipe d'ingénierie est une mission étendue sont inclus l'ensemble des études d'exécution et les cadres de décomposition du prix forfaitaire (DPGF), ces derniers sont joints au dossier de consultation.

**ARCHITECTE**

Mandataire de l'équipe de Maîtrise d'Œuvre

**Cheysson Philippe**  
**36 Av de Senevulaz**  
**74200 Thonon les Bains**

**BUREAU D'ÉTUDES STRUCTURE**

**ESBA**  
**17 Bis rue de L'Europe**  
**74200 Thonon les Bains**

**ÉCONOMISTE**

**Cabinet Orlando Mapelli**  
**32 Avenue Jules Ferry**  
**74200 Thonon les Bains**

**BUREAU D'ÉTUDES FLUIDES**

**Projectec**  
**2 Impasse de la Source**  
**74200 Thonon les Bains**

**GEOTECHNICIEN**

**IMOGEO**  
**142 Route du Crêt de Viry**  
**74540 Alby sur Chéran**

3. Mode de consultation et de dévolution : **APPEL D'OFFRES NEGOCIE**

Les marchés seront conclus en corps d'état séparé ; un groupement d'entreprises solidaires peut faire une offre pour plusieurs lots.

4. Décomposition en lots :

Les travaux sont répartis en **23** lots désignés ci-après qui seront traités par marchés séparés

01 - Terrassement /VRD/démolition	15 - Ascenseur
02 - Gros Œuvre	16 - Portes de Garages
03 - Isolation Projetée	17 - Enrobés / Bordures
04 - Etanchéité	18 - Espaces verts
05 - Zinguerie	19 - Plomberie / Sanitaire / Chauffage gaz
06 - Menuiseries extérieures ALU	20 - Courant Fort
06bis - Occultations	21 - Courant Faible
07 - Menuiseries intérieures	22 - Ventilation mécanique contrôlée
08 - Cloisons / doublages / faux plafonds	23 - Parois berlinoises
09 - Peintures intérieures	
10 - Carrelages / Faïence / Chapes	
11 - Revêtements de sols	
12 - Isolation de façade et Peintures extérieures	
13 – Bardage/ Vêture de façades	
14 – Serrurerie	

5. Date prévisionnelle de début des travaux : **Octobre 2021**6. Durée prévisionnelle du chantier : **18 mois**, compris les périodes de congés payés et **20 jours** d'intempéries prévisibles, dont une période de préparation de **1 mois**.7. Nature des prix : le prix initial est **un prix forfaitaire**, la date de valeur de ce prix est juin 2021. Le prix de règlement est un prix ferme.8. Date limite de réception des offres : **VENDREDI 28 MAI AVANT 12H00**

à l'adresse du Maître d'Ouvrage :

PLURIMMO  
10 AVENUE GENERAL DE GAULLE  
74200 THONON LES BAINS

9. Délai de validité des offres : **120 jours**.

10.

11. Modalités de transmission des offres, justifications, pièces à produire par les candidats :**Dossier à déposer auprès du MAITRE D'OUVRAGE sous peine de refus de l'offre**A- Dans une enveloppe portant la mention "**DOCUMENTS ADMINISTRATIFS**" en 1 exemplaire :

- **Le présent règlement et les déclarations annexées** (hormis les annexes 2 et 3 à joindre à l'enveloppe «offre») : l'ensemble complété, tamponné et signé.
- **Extrait K. BIS** tamponné et signé
- **Attestations en cours de validité**, tamponnées et signées :
  1. Attestations Fiscale : TVA et impôt sur les sociétés
  2. Attestation URSSAF
  3. Attestations Pôle Emploi
  4. Attestation Maladie Obligatoire
  5. Attestation Vieillesse Obligatoire
  6. Attestation Congés Payés
- **Attestations d'assurances professionnelles en cours de validité** :
  1. Responsabilité Civile
  2. Responsabilité Décennale
- **Le cas échéant, copie du jugement de redressement judiciaire**

B- Dans une enveloppe portant la mention "**OFFRE**" en 2 exemplaires :

L'ensemble des pièces suivantes est complété, tamponné et signé

1. ANNEXE 2 - Acte d'Engagement
2. ANNEXE 3 - Déclaration à souscrire par les candidats aux marchés
3. DPGF - Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire
4. Certificat de qualification professionnelle.
5. Liste des références
6. Liste des moyens techniques et capacités financières

C- Ces deux enveloppes seront mises sous pli cacheté portant la mention :

**"NE PAS OUVRIR****Appel d'offres : SCI HORIZON LEMAN EVIAN****Entreprise :****Lot n° : "**11. Modalités d'obtention des dossiers :

- **D.C.E. reproductible à titre onéreux** à partir du **6 mai 2021** auprès de :

**BUROPLAN 2, AV DE LA GARE 74200 THONON-LES-BAINS**

Tél. : 04 50 26 43 36 - Fax : 04 50 26 37 83

Email : [buroplan.thonon@wanadoo.fr](mailto:buroplan.thonon@wanadoo.fr)12. Conditions dans lesquelles les variantes sont admises :

Les candidats sont tenus de remettre une offre **rigoureusement conforme au projet de base** établi par le maître d'oeuvre et **répondre aux options et/ou variantes prévues** par le descriptif. Il est expressément précisé que les variantes proposées par les candidats en dehors du cadre prévu par le dossier de consultation ne seront examinées qu'à partir du moment où le candidat aura fait une offre selon le projet, tel que rappelé ci-dessus.

Ce n'est qu'à partir du moment où cette condition est remplie que les candidats pourront, le cas échéant, proposer d'autres solutions en variante, sous réserve de les détailler **tant en termes de qualité, qu'en termes de prix**. Les variantes ainsi proposées devront permettre d'obtenir des performances au moins équivalentes aux prescriptions de base définies dans le descriptif. Ces performances devront être justifiées par tous documents. Les variantes ne sont admises que dans la mesure où l'entreprise a répondu à la solution de base et qu'elles ne dénaturent pas le projet ou l'objet du marché.

**13. Critères de jugement des offres :**

Seront notamment pris en compte les critères suivants :

- Compétences techniques du soumissionnaire et qualité d'exécution sur marchés antérieurs.
- Respect du délai d'exécution sur marchés antérieurs.
- Niveau de prix de l'offre.
- Garanties financières.
- Equilibre entre le potentiel de travail de l'entreprise et l'importance de l'opération sur laquelle porte le présent appel d'offres.
- Références et qualifications.
- Respect des règles de sécurité sur marchés antérieurs.

**14. Mode de règlement du contrat :**

Possibilité d'acomptes mensuels, suivant proposition de paiement établie par l'Architecte.  
Règlements par **VIREMENT BANCAIRE (joindre un R.I.B. au nom de l'entreprise)**,  
délai **45 jours** "fin de mois".

**15. Renseignements administratifs ou techniques :**

- Renseignements administratifs auprès du Maître d'Ouvrage
- Renseignements techniques auprès de l'Equipe d'Ingénierie.

**16. Modifications de détail au dossier de consultation :**

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 5 jours avant la date fixée pour la réception des offres des modifications de détail au dossier de consultation.  
Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **LISTE DES PIÈCES ANNEXEES AU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **ANNEXES A COMPLETER, TAMPONNER ET SIGNER**

1. **ANNEXE 1** - Conditions générales d'accès aux marchés de travaux.
2. **ANNEXE 2** - Acte d'Engagement (valant marché après acceptation du maître d'ouvrage)
3. **ANNEXE 3** - Déclaration à souscrire par les candidats aux marchés
4. **ANNEXE 4** - Liste des attestations et déclarations professionnelles
5. **ANNEXE 5** - Demande d'autorisation de sous-traiter
6. **ANNEXE 6** - Acte Spécial à la sous-traitance
7. **ANNEXE 7** - Déclaration sur l'honneur - respect de la réglementation contre le travail illégal.
8. **ANNEXE 8** - Détail des pièces nécessaires à l'agrément d'un sous-traitant.

Mention manuscrite "lu et approuvé"

A..... le .....

Tampon et Signature de l'entrepreneur

## CONDITIONS GÉNÉRALES D'ACCÈS AUX MARCHÉS DE TRAVAUX

*Ne peuvent obtenir des commandes dans le cadre de ce marché :*

- a. Les personnes physiques ou morales en état de liquidation judiciaire et les personnes physiques dont la faillite personnelle a été prononcée ainsi que les personnes faisant l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ne sont pas admises à soumissionner. Aucun marché ne peut leur être attribué.*
- b. Toute personne condamnée pour infraction à une disposition du code général des impôts prévoyant des sanctions pénales et à l'encontre de laquelle le tribunal a prononcé l'interdiction d'obtenir de telles commandes.  
Toute personne morale sous le couvert de laquelle le condamné agirait pour se soustraire à cette interdiction.  
Toute entreprise redevable de l'impôt fraudé lorsque la personne condamnée qui a fait l'objet de l'interdiction est un dirigeant de droit ou de fait de l'entreprise. Cette exclusion s'applique pendant toute la durée de l'interdiction et cesse si ce dirigeant en est relevé dans les conditions prévues à l'article 55-1 du code pénal.*

*L'exclusion prononcée en application du présent paragraphe cesse de plein droit lorsque l'entreprise n'emploie plus la personne condamnée.*

- c. Les personnes à l'encontre desquelles une disposition législative ou réglementaire, ou le jugement d'un tribunal a institué l'interdiction d'obtenir de telles commandes.*
- d. Les personnes physiques et morales qui, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a eu lieu l'avis d'adjudication, l'appel d'offres ou l'offre de l'administration, n'ont pas souscrit les déclarations de sécurité sociale et d'allocations familiales et des cotisations aux caisses de congés payés et de chômage intempéries, ou n'ont pas effectué le paiement des impôts, taxes, majorations et pénalités ainsi que des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, des cotisations aux caisses de congés payés et de chômage intempéries et des majorations y afférentes exigibles à cette date.  
Toutefois sont admises à concourir aux marchés les personnes physiques et morales qui exécutent, à titre accessoire, des travaux publics et qui, n'ayant pas à souscrire de déclaration au titre des congés payés et du chômage intempéries en application de leur régime social, justifient qu'elles versent à leurs salariés les indemnités de congés payés et qu'elles ne les mettent pas en chômage pour cause d'intempéries.*

*Les personnes physiques qui sont dirigeants de droit ou de fait d'une personne morale qui ne satisfait pas aux conditions prévues aux alinéas précédents ne peuvent obtenir personnellement de marchés.*

*Sont pris en considération, pour l'application des alinéas précédents les impôts directs, les contributions indirectes, les taxes sur le chiffre d'affaires, les taxes assimilées, les droits d'enregistrement, les cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, les cotisations aux caisses de congés payés et de chômage intempéries, pour lesquels les délais des déclarations nécessaires à l'assiette sont échus à la date du 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a eu lieu l'appel d'offres ou l'offre ainsi que tous les impôts et cotisations visés ci-dessus qui sont devenus exigibles à cette date, avec les majorations et pénalités y afférentes.*

*Les dispositions énoncées ci dessus sont également applicables aux entreprises qui exécutent en qualité de sous traitant une partie dit marchés*

*Tout marché attribué en méconnaissance des stipulations de l'article R.433.7 du CCH est nul de plein droit et ouvre la possibilité au maître d'ouvrage de réclamer des dommages et intérêts dont le montant ne saurait être inférieur à 20 % du montant de l'offre, sans préjudice de toute action contentieuse ou judiciaire complémentaire.*

Fait à..... Le .....

Tampon et Signature de l'entrepreneur

## **ACTE D'ENGAGEMENT**

### **(Valant MARCHE après acceptation par le Maître de l'Ouvrage)**

I - **LOT N°** : .....

DESIGNATION DU LOT : .....

**II – CONTRACTANT**

Je soussigné Monsieur .....,  
 représentant l'entreprise .....,  
 adresse : .....,  
 inscrite au registre du commerce (ou des métiers) de .....  
 sous le N° .....  
 Ayant le Code APE (ou NAF) n° ..... - N° SIRET .....,  
 Agissant au nom et pour le compte de cette Société en vertu des pouvoirs régulièrement conférés,  
 Faisant éléction de domicile à .....

**III - PRIX**

- Après avoir pris connaissance du CCAP et des documents qui y sont mentionnés, ainsi que du Cahier des Clauses Techniques relatif aux travaux du lot n° ..... – ..... pour la construction de **12** logements en accession à la propriété **23 Rte du Monastère à EVIAN**
- Après m'être rendu sur les lieux de la construction et après avoir apprécié le terrain, ses accès et toutes sujétions nécessaires à l'approvisionnement du chantier, eu égard à ses dispositions, après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité, la consistance, la nature et les difficultés de toutes sortes de l'ensemble des travaux à exécuter.
- Après avoir établi la déclaration prévue à l'article R 433.9 du code de la construction et de l'habitation,

M'engage sans réserves envers la **SCI HORIZON LEMAN EVIAN** à exécuter lesdits travaux, conformément aux conditions stipulées dans les documents précités et moyennant le prix global forfaitaire et non révisable de :

MONTANT H.T. .... €

T.V.A. 20 % .... €

T.T.C. .... €

Ce prix est établi sur la base des conditions économiques du mois de: **JUIN 2021** Il comprend toutes les taxes en vigueur à la date du présent acte d'engagement.

L'offre, ainsi présentée, ne me lie que si son acceptation est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date du présent acte d'engagement.

**IV - PAIEMENT**

Le Maître de l'Ouvrage se libérera des sommes dues par lui par **VIREMENT BANCAIRE** au nom de l'entreprise.  
 Je confirme : (Attestations jointes au présent acte d'engagement)

1° - La qualification de notre entreprise .....

2° - La police individuelle de base n° .....

J'affirme sous peine de résiliation du marché ou de sa mise en régie à mes torts exclusifs, ne pas tomber sous le coupe de l'interdiction découlant de l'article 50 de la loi 52.401 du 14 avril 1952 dont les dispositions ont été modifiées par l'article 56 de la loi 78.753 du 17 juillet 1978.

A..... le .....

**BON POUR ACTE D'ENGAGEMENT**

Mention manuscrite "lu et approuvé"

SIGNATURE DE L'ENTREPRENEUR,

**ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE MAITRE D'OUVRAGE**

Est acceptée, la présente offre pour valoir MARCHE

à Grenoble, le .....

Le représentant légal du Maître d'Ouvrage

## **DÉCLARATION À SOUSCRIRE PAR LES CANDIDATS AUX MARCHÉS**

### **PASSÉS AVEC LE GROUPE AVANTIEL – PLURIMMO OU SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE GÉRÉE PAR LUI**

<b>A</b>	<b>RENSEIGNEMENTS</b>	
<b>Désignation du soumissionnaire</b>	<b>Numéro Siret</b>	
<b>NOM ET PRENOMS OU DENOMINATION ADRESSE</b>		
<b>N° D'INSCRIPTION AU REGISTRE DU COMMERCE OU DU REPERTOIRE DES METIERS</b>		
Le soumissionnaire est-il en redressement judiciaire ? (ou procédure équivalente si le soumissionnaire est établi à l'étranger) <span style="float: right;"> <input type="checkbox"/> OUI             <span style="margin-left: 100px;"><input type="checkbox"/> NON</span> </span>		
<b>Si oui</b> , date du jugement de redressement judiciaire et indication du tribunal : <div style="display: flex; justify-content: space-between; margin-top: 10px;"> <div style="width: 40%;">Date</div> <div style="width: 60%;">Tribunal</div> </div>		
<b>Nom et adresse de l'administrateur (s'il en a été nommé un) et du représentant des créanciers</b> <div style="height: 40px;"></div>		
(Joindre la copie du ou des jugements prononcés à cet effet).		
<b>B</b>	<b>ATTESTATIONS</b>	
<p>J'accepte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Que je ne tombe pas, non plus que la société, ni aucune des personnes qui y occupent des positions définies aux 2e et 3e de l'article 185 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985, sous le coup des interdictions mentionnées à l'article R. 433.8, ou à l'article 50 de la loi n° 52.401 du 14 Avril 1952 modifié par l'article 56 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978, ou d'une interdiction équivalente prononcée par un autre pays.</li> <li><input type="checkbox"/> Que j'ai ou que la société a satisfait pour la totalité des impôts et cotisations dus à l'(aux) adresse(s) de mon-(son - ses) établissement(s) à l'ensemble des obligations définies à l'article 39 de la loi n° 54-404 du 13 avril 1954, modifié par l'article 56 de l'ordonnance n° 58-1372 du 29 décembre 1958 et par l'article 56 de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978.</li> <li><input type="checkbox"/> Que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.143.3, L.143-5 et L.620.3 du Code du Travail.</li> <li><input type="checkbox"/> Je certifie, sous peine de l'application des sanctions prévues par l'article 252 du code des marchés publics, que les renseignements fournis ci-dessus sont exacts.</li> </ul>		
<b>SIGNATURE</b> Nom, prénoms, qualité du signataire de la déclaration	<b>DATE</b>	<b>LIEU</b>

**Remplir impérativement les différents points et cocher les correspondants du volet B**

## **LISTE DES ATTESTATIONS ET DÉCLARATIONS À FOURNIR PAR LES CANDIDATS AUX MARCHÉS**

**Cocher impérativement les cases correspondantes aux documents fournis**

### **Statuts et compétences de la société :**

- ☐ Extrait K. BIS tamponné et signé
- ☐ Certificat de qualification professionnelle
- ☐ Liste de références, des moyens techniques et capacités financières

### **Attestations en cours de validité, tamponnées et signées :**

- ☐ Attestations Fiscales : TVA et impôt sur les sociétés
- ☐ Attestation URSSAF
- ☐ Attestation Pôle Emploi
- ☐ Attestation Maladie Obligatoire
- ☐ Attestation Retraite Obligatoire
- ☐ Attestation Congés Payés

### **Attestations d'assurances professionnelles en cours de validité :**

- ☐ **Responsabilité Civile** - Cette police doit couvrir: les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que l'entrepreneur est susceptible d'encourir vis à vis des tiers et du Maître de l'Ouvrage, à la suite de tous dommages matériels, corporels ou immatériels survenant avant ou après la réception des travaux, du fait de son activité sur le chantier et de ses travaux. Les dommages causés avant réception aux matériaux et éléments d'équipement destinés à être incorporés dans la construction ainsi qu'aux ouvrages ou parties d'ouvrages par des événements tels qu'incendie, explosion, eau, et ce, même si les dommages ont été causés par des événements fortuits.
- ☐ **Responsabilité Décennale** - Cette police obligatoire doit couvrir: l'effondrement ou son risque avant réception, la présomption de responsabilité de bon fonctionnement de deux ans des éléments d'équipement au sens de l'article 1792-3 du Code Civil, les dommages immatériels consécutifs s'il y a lieu, les dommages subis par les parties anciennes à la suite de l'exécution des travaux neufs. Cette police doit répondre aux exigences suivantes : application des garanties aux travaux donnés en sous-traitance, aux travaux de technique non courante, ou justification d'une assurance spécifique qui couvre lesdits travaux.

- ☐ **Copie du jugement de redressement judiciaire le cas échéant**

**Lot n°** ..... – .....

Tampon et Signature de l'entrepreneur

**DEMANDE D'AUTORISATION DE SOUS-TRAITER**

De l'entreprise titulaire du marché : .....

Je soussigné : .....

Demeurant à : .....

Inscrit au Registre du Commerce de : .....

Sous le N° : .....

Sollicite à la : .....

L'autorisation de sous-traiter à : .....

Entrepreneur à : .....

Les travaux de : .....

Faisant partie du marché relatif à la construction de : .....

Je reconnais que cet engagement ne me dégage en aucune manière des obligations  
que j'ai à assumer comme entrepreneur titulaire du marché.

Est acceptée la présente demande d'autorisation de sous-traiter.

A ....., le .....

Le Maître d'Ouvrage

L'entreprise Titulaire du Marché  
(Date, tampon et signature)

## ACTE SPECIAL A LA SOUS-TRAITANCE

En application de la loi du 31 décembre 1975

### ✧ MARCHE :

Référence : ..... N° du Marché : .....

Titulaire du marché : .....

Objet : .....

### ✧ PRESTATIONS SOUS-TRAITEES :

Nature : .....

Montant maximum (T.V.A. comprise) à payer net : .....  
(en lettre) .....

### ✧ SOUS-TRAITANT :

Nom, raison ou dénomination sociale : .....

Entreprise individuelle ou forme juridique de la Sté : .....

N° d'identité d'entreprise (SIREN) : .....

N° d'inscription au Registre du Commerce ou au Répertoire des Métiers : .....

Adresse ..... : .....

.....

### ✧ CONDITIONS DE PAIEMENT DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE :

Compte à créditer : .....

Modalités de calcul et de versements des acomptes mensuels : .....

Paiement direct au sous-traitant : ☐ OUI ☐ NON

**(Rappel : En cas de NON-PAIEMENT direct du sous-traitant, joindre obligatoirement une caution bancaire du montant sous-traité).**

### EXEMPLAIRE UNIQUE DU TITULAIRE

La Personne Responsable  
du Marché

L'entreprise Titulaire  
du Marché

L'entreprise  
Sous-traitante

**DÉCLARATION SUR L'HONNEUR****RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL****ANNEXE À LA DEMANDE D'UN SOUS-TRAITANT**

(Déclaration à fournir par chaque entreprise sous-traitante)

Je soussigné .....,  
représentant l'entreprise .....,  
dont le siège social est .....  
Inscrite au registre du commerce (ou des métiers) de .....  
Sous le n° ....., ayant le Code APE N° .....  
et le SIREN (SIRET) N° .....  
Agissant au nom et pour le compte de cette Société en vertu des pouvoirs régulièrement  
conférés.  
En sous-traitance de l'entreprise : .....

- \* Certifie sur l'honneur, et sous peine d'exclusion des marchés, que je ne tombe pas sous le coup des interdictions visées au 3 de l'article 50 du code des marchés publics.
- \* Certifie sur l'honneur, et sous peine d'exclusion des marchés, que l'exécution des travaux ci-dessus mentionnés sera réalisée avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 143-3, L. 143-5 et L. 620-3 du code du travail (modifié par décret n° 92.508 du 11.06.1992).
- \* Certifie sur l'honneur, et sous peine d'exclusion des marchés, que je n'ai pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 324-9, L. 324-10, L. 341-6, L. 125-1 et L. 125-3 du code du travail.
- \* Certifie sur l'honneur mon intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifie que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Fait à..... Le .....

Tampon et Signature de l'entrepreneur

**LISTE DES PIECES NECESSAIRES**  
**A L'AGREMENT D'UN SOUS-TRAITANT**

- \* Le nom, la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant.
- \* Ses attestations d'assurances.
- \* La nature des prestations et le montant des prestations sous-traitées.
- \* Les conditions de paiement prévues et les modalités de règlement, à savoir :
  - Les modalités de calcul et versement des avances et acomptes.
  - La date ou le mois d'établissement des prix.
  - Les modalités d'actualisation et de révision des prix.
  - Les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections, retenues diverses.
  - La personne habilitée à donner les renseignements en matière de nantissement.
  - Le compte à créditer.
- \* La caution personnelle et solidaire obtenue par l'entrepreneur pour le montant sous-traité.
- \* La déclaration sur l'honneur du sous-traitant de respect de la réglementation contre le travail illégal.
- \* Le PGC signé de l'entrepreneur **et du sous-traitant**.

A..... Le .....

Tampon et Signature de l'entrepreneur